

## **Devant un gouvernement majoritaire de la CAQ**

### **Le Réseau Vigilance entend bien garder les yeux grands ouverts**

**Rouyn-Noranda, le 27 novembre 2018** – Depuis 2002, le Réseau Vigilance de l'Abitibi-Témiscamingue exerce un rôle de vigie face aux abus dont ont fait preuve les gouvernements libéraux successifs. Fondé en réaction à la réingénierie de l'État de Jean Charest, le Réseau Vigilance est une large coalition d'organisations populaires, communautaires, syndicales, et étudiantes de la région qui représente plus de 30 000 citoyennes et citoyens. Devant le vent de changement qu'amène l'élection d'un gouvernement majoritaire de la Coalition Avenir Québec, le Réseau ne compte pas baisser sa garde.

« *Bien des promesses de M. Legault laissent présager qu'ils n'incarneront pas le changement promis aux citoyens : Diminution de la taille de l'État, recours à la privatisation, déréglementation, primauté de l'économie, voilà ce qu'on nous a promis.* » explique Adeline Laquerre du RÉPAT. En effet, devant un conseil des ministres formé essentiellement de gestionnaires d'entreprises, le Réseau Vigilance craint que l'État ne soit à nouveau administré comme tel au détriment des citoyens. C'est d'ailleurs ce que laisse transparaître la volonté du premier ministre de réduire de 1,2M\$ les dépenses du gouvernement dans un premier mandat. « *On a le gouvernement bien à l'œil. Si la promesse de démanteler les commissions scolaires est tenue ça pourrait être catastrophique dans une région étendue comme la nôtre !* » défend Cindy Lefebvre du SEUAT. Johanne Alarie de la Table des Centres de femmes renchérit en assurant que son organisation compte suivre de très près chacun des dossiers qui pourraient avoir un impact sur les conditions de vie des femmes de la région. Déjà, le ministre Girard a annoncé ses couleurs en affirmant que le gouvernement doit donner un cadre réglementaire et économique qui permet à l'entreprise privée d'évoluer et de croître.

Devant un État affaibli qui subit encore les contrecoups de réformes successives, la promesse de la CAQ d'abolir 5 000 postes par attrition dans la fonction publique inquiète. « *Le Conseil central a revendiqué lors des élections que les partis s'engagent à réinvestir massivement dans les services publics afin d'en assurer l'universalité, l'accessibilité et la qualité.* » rappelle Félix-Antoine Lafleur du CCATNQ-CSN. Pour le Conseil, il est clair que ce n'est pas de cette manière que l'accessibilité et la qualité seront au rendez-vous. Il semble que pour le moment ce ne soit pas au programme cependant si l'on en croit le ministre Girard.

Le Réseau Vigilance attend donc de pied ferme la mise à jour économique que doit faire le nouveau gouvernement et invite la population à se joindre à une écoute collective de la mise à jour économique du gouvernement Legault le lundi 3 décembre prochain à Rouyn-Noranda. L'heure et le lieu seront confirmés via l'évènement Facebook « Écoute collective de la mise à jour économique » du RÉPAT.

-30-

Pour informations : Adeline Laquerre 819-762-3114 cell : 819-290-4509  
Félix-Antoine Lafleur 819-825-6139 Poste 4

RÉPAT : Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue

SEUAT : Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue

CCATNQ-CSN : Conseil central Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec - Confédération des syndicats nationaux.